

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Vigilance

Par deux fois, ces jours-ci, l'actualité met à jour des interventions policières dans des entreprises, sous des prétextes douteux de droit commun.

Rappelons les faits.

Il s'agit d'abord de l'affaire des magasins du « Printemps » de l'Île Saint-Denis (93). Invoquant des vols qui auraient été commis dans l'entrepôt, la direction a fait arrêter par la police douze « suspects ». Les suspects, qui sont tous immigrés et qui font partie du secteur le plus combatif de l'entreprise - c'est ce qu'indique le syndicat CFDT du commerce - ont été tabassés par la police jusqu'à ce qu'ils « passent aux aveux ».

Ceux d'entre eux qui ont avoué sous les sévices se sont trouvés aussitôt licenciés.

L'autre affaire s'est passée vendredi, au centre de tri postal de Saint-Ouen-l'Aumône, près de Pontoise. Là encore, des suspicions de l'administration concernant des détournements de colis ont servi de prétexte à une opération de police d'envergure dans les locaux du tri.

Trois postiers « suspects » ont été arrêtés. Ainsi, c'est à la police que serait confiée la mission de faire respecter le règlement intérieur des entreprises !

C'est bien la question posée par ces deux interventions, outre leur caractère odieux et raciste, particulièrement à Saint-Denis.

Habituellement, les affaires de vol ou de détournement d'objets dans les entreprises donnent lieu à des enquêtes administratives ayant parfois une suite judiciaire.

Mais voilà que, maintenant, certaines directions ne s'embarrassent plus de procédure. Déjà, les patrons utilisent régulièrement la police pour attaquer les grèves ouvrières. Il s'agirait, aujourd'hui, de requérir directement la police pour régler les problèmes relevant du service du personnel, c'est-à-dire faire pénétrer la police dans l'entreprise pour mettre au pas et intimider les travailleurs. Ces agissements ne sauraient être tolérés. Ils exigent la ferme riposte des travailleurs comme cela se fait au centre de tri et au « Printemps ».

On savait déjà grâce à Barre que les chômeurs étaient des resquilleurs et des escrocs, maintenant, ce sont les travailleurs qui seraient des voleurs et des suspects !

Ces deux affaires qui pourraient créer un précédent extrêmement grave, éclairent tout à fait le sens anti-ouvrier dans lequel les capitalistes peuvent utiliser les campagnes orchestrées d'en haut sur le banditisme et la délinquance.

Pierre MARCEAU

La politique de l'emploi

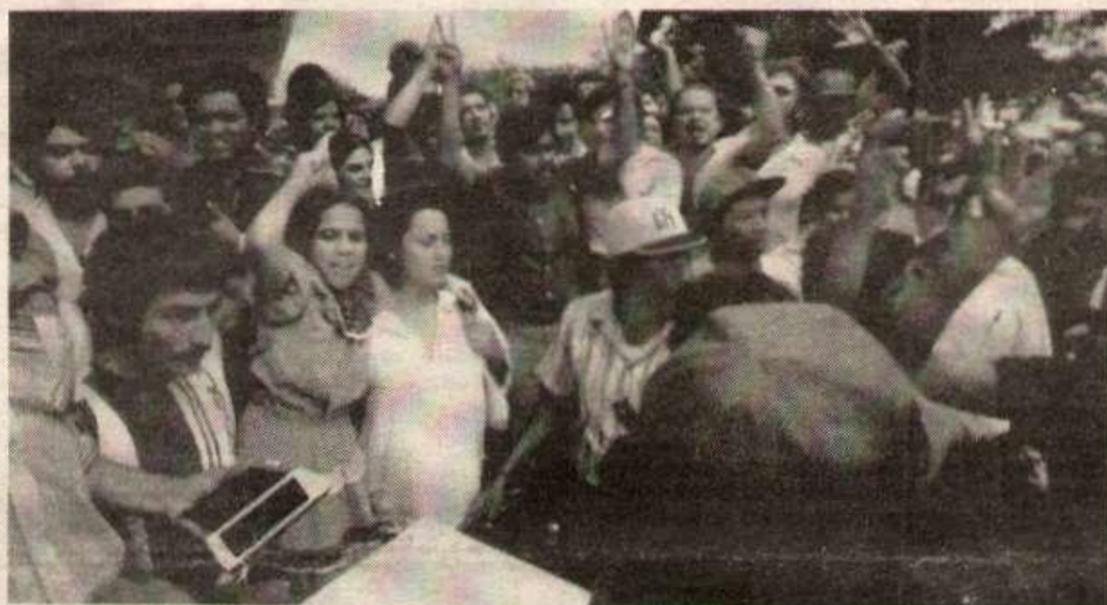
CRS contre licenciés

Au Puy plusieurs blessés dont trois graves parmi les travailleurs

EN MAI DERNIER, C'ÉTAIT DÉJÀ LE MINISTRE BARROT, ORIGINAL DE LA RÉGION, QUI SE TROUVAIT DERRIÈRE LES BARREAUX DE LA PRÉFECTURE DU PUY, FACE AUX TANNEURS EUX AUSSI LICENCIÉS. CETTE FOIS, CE SONT LES OUVRIERS D'ELASTEL CONTRE QUI BARROT A ENVOYÉ LES CRS.



Nicaragua



De militants sandinistes confiants dans la victoire.

C'est au peuple que doit revenir la victoire

La chute de Somoza, le dictateur du Nicaragua, est imminente.

Malgré l'état de siège et la loi martiale décrétés dans les départements de Masaya et Esteli, et malgré le couvre-feu dans la capitale, Managua, l'insurrection armée du peuple se poursuit.

Le Front sandiniste de libération contrôle les villes de Masaya, Léon, Chinandega, Jirotepe, Diriamba, Esteli. Somoza a

dû lancer un appel à l'armée pour qu'elle ne lâche pas ses positions.

Les réactions des USA sont significatives. Devant la crainte de la victoire des sandinistes, seule force organisée et qui représente vraiment le peuple, les USA ont appelé à une solution de compromis avec toutes les forces concernées.

De même, Somoza, conscient de sa chute inéluctable, essaye

de se faire remplacer par son cousin, Luis Palais Debayle : bref, la même chose, mais sans Somoza.

Cette tentative a été dénoncée par un dirigeant du Front sandiniste qui a taxé le cousin de Somoza de « vil représentant de la dynastie ».

Malgré les différentes pressions, le peuple du Nicaragua ne se laissera pas déposséder de sa victoire. C'est lui qui combat, c'est à lui qu'elle revient.

SOMMAIRE

Chili

Il y a cinq ans Pinochet prenait le pouvoir. Quelle leçon peut-on en tirer ?

Voir en page 2

Télématique

Un progrès technique devient dans notre société un moyen d'exploitation accrue. La télématique en est un nouvel exemple.

Voir en page 5

Emploi

« Investissons » disent les patrons, « fabriquons français » prétendent les dirigeants du PCF, les travailleurs répliquent « Non à tout licenciement ».

Voir en page 4

Témoignage exclusif recueilli en Chine

Un ouvrier chinois membre de l'Assemblée nationale vietnamienne, héros du travail raconte les persécutions qu'il a subies au Vietnam.

Voir en page 8



C'était il y a 5 ans, Pinochet prenait le pouvoir

Le Chili

Un symbole

Le 11 septembre 1973, le coup d'État militaire de Pinochet venait mettre fin au gouvernement Allende. Un gouvernement qui était soutenu par le parti révisionniste chilien et par tous les partis révisionnistes. Pour eux, il était la preuve qu'il était possible d'installer un gouvernement populaire sans faire appel à la force armée, sans révolution violente.

L'histoire du gouvernement de l'Union populaire fut celle d'un compromis permanent entre les revendications populaires et les intérêts de la bourgeoisie. Cet esprit de conciliation devint plus flagrant à la veille du coup d'État.

Alors que le danger de celui-ci était connu de tous, Allende essaya de s'unir avec la Démocratie chrétienne et accepta de remettre en cause des avantages acquis par la lutte du peuple chilien.

Alors que les travailleurs descendaient dans les rues pour réclamer des armes, le gouvernement d'Union populaire refusa car il savait que le peuple en armes irait plus loin dans les réformes et irait contre sa politique.

Alors que le peuple descendait dans les rues pour exiger du gouvernement qu'il réprime les activités des fascistes, les dirigeants de l'Union se contentèrent de créer une « commission contre les menées factieuses », commission qui était confiée à un général réputé pour son civisme : le général Pinochet.

Face à un tel gouvernement, les fascistes n'avaient guère de difficultés, comme la suite l'a montré. Prônant la conciliation avec l'ennemi et refusant l'armement du peuple, la ligne des dirigeants révisionnistes porte une large responsabilité dans cet échec.

Symbole de la répression fasciste, le Chili est aussi celui de l'échec de la voie pacifique au socialisme. 40 000 personnes tuées, des emprisonnements par milliers, l'instauration d'une dictature fasciste féroce, tel est le prix qu'a dû payer le peuple chilien.

Les responsables de ce massacre, ce sont bien sûr les organisateurs du coup d'État, l'impérialisme américain, mais ce sont aussi ceux qui n'ont rien fait contre.

Evelyne LE GUEN

La semaine dernière, cinquante deux mineurs travaillant dans la mine de cuivre la plus importante du pays à Chuquibambilla ont été arrêtés pour avoir participé à des réunions politiques.

Témoignage

A l'occasion du cinquième anniversaire du putsch fasciste de Pinochet, nous publions un témoignage en hommage à la lutte et au courage du peuple chilien. Chanteur très connu au Chili, Victor Jara avait consacré son art à exalter la lutte des ouvriers et des paysans de son pays. Les ouvriers et les paysans étaient ses héros, les grèves et les occupations de terres leur cadre. Victor Jara, reconnu alors qu'il avait été parqué dans un stade de Santiago comme des milliers de démocrates, fut assassiné. Un témoin oculaire raconte.

Les détenus, qui, pendant ces trois jours de détention, n'avaient ni mangé ni bu, vomissaient sur les cadavres de leurs propres compagnons, qui gisaient, fusillés, dans les couloirs. J'ai vu des détenus qui sanglotaient les yeux grands ouverts d'effroi, et qui ne se souvenaient déjà plus de leur propre nom.

Victor essaya de contrôler son état psychique, tâche extrêmement difficile dans ces circonstances.

A un moment, Victor descendit dans l'orchestre

et s'approcha de la porte où entraient les détenus.

De là, il marcha tout droit sur le commandant du camp de prisonniers. Ce dernier le regarda, puis il fit un mouvement de doigts comme en fait un guitariste. Victor opina du chef, avec un sourire triste et sans se douter de rien. Content de sa découverte, le militaire ricana. Il appela quatre soldats et leur ordonna de le tenir. Puis il donna l'ordre d'apporter une table et de la mettre au milieu de la scène, si bien que tous purent voir ce qui suivit. Ils amenèrent Victor à la table et lui ordonnèrent de poser ses mains dessus. Dans les mains de l'officier (« J'ai deux beaux enfants et un bon ménage », déclara-t-il quelques jours plus tard à la presse étrangère), on a vu tout à coup une hache.

D'un seul coup, il coupa tous les doigts de la main gauche de Victor, et d'un second coup, tous ceux de la main droite. Les doigts tombèrent sur le parquet, ils frémirent et bougèrent encore tandis que le corps de Victor s'écroulait.

Les six mille prisonniers poussèrent un seul cri unanime. Douze mille yeux vinrent alors le même officier se pencher sur le corps du chanteur et artiste Victor Jara et se mettre à lui mar-

d'émotion, l'hymne de l'Unité populaire, que tous repriront.

Quand les voix des six mille détenus retentirent, Victor donna le rythme avec ses mains mutilées. Sur son visage, apparut un sourire détendu, et ses yeux brillaient comme ceux d'un possédé.

Cela était de trop pour les militaires. On entendit une salve de balles, et le corps de Victor commença

V. JARA

Luis Emilio Recabarren

Je mets dans tes mains ouvertes

Ma guitare
Le marteau de l'ouvrier
La charrue du paysan

Recabarren, Emilio Recabarren

Je te remercie tout simplement pour ta lumière

Avec le vent de la Pampa
Ta voix souffle à travers
Le Nord et le Sud

Arbre de si grand espoir
Tu es au milieu du soleil
Tes fruits mûrissent et chantent
Vers la liberté.

(*) Emilio Recabarren, dirigeant ouvrier légendaire au Chili, fut le fondateur, en 1912 du « Parti socialiste ouvrier », qui devint en 1922 le Parti communiste Chilien, membre de la 3^e Internationale. Ce parti à depuis sombré dans le révisionnisme.

à basculer en avant, comme s'il faisait une profonde révérence à ses camarades. Puis il tomba sur le côté et resta étendu par terre dans cette position.

D'autres salves retentirent des canons de mitrailleurs, mais elles étaient dirigées sur les couloirs, sur les gens qui avaient chanté avec Victor.

On vit s'écrouler en chœur des corps qui tombèrent et roulèrent sur le sol. Les cris des blessés étaient effroyables. Mais Victor Jara ne les entendit plus. Il était mort.



Victor Jara

cher dessus en criant : « Chante maintenant, fils de pute, chante donc ! » et en disant cela, il continuait à le frapper.

Aucun de ceux qui étaient là ne pourra jamais oublier le visage de l'officier, la hache à la main, les cheveux ébouriffés sur son front. C'était le visage de la bestialité et de la haine effrénée.

Victor reçut encore des coups de pieds, tandis que le sang s'égouttait de ses mains et que son visage prenait rapidement une couleur violacée. Sans que l'on s'y soit attendu, il se redressa tout à coup péniblement sans pouvoir rien voir, il se dirigea vers le stade, d'un pas vacillant, les genoux tremblants, ses mains mutilées tendues en avant comme le fait un somnambule.

Quand il parvint à la limite entre l'orchestre et les couloirs, il y eut un profond silence. Et on entendit alors sa voix gémissante : « Allez-y camarades, faisons ce plaisir à Monsieur le commandant ! » Il rassembla ses forces et commença à entonner d'une voix remplie

re qu'il dirige. Le camarade Teng Hsiao-ping l'a d'ailleurs rappelé récemment.

Erythrée

Après les quelques succès relatifs remportés cet été contre les forces érythréennes de libération, notamment la reprise de certaines villes et le dégagement d'Asmara, l'armée éthiopienne de Mengistu, fortement soutenue et équipée par les Soviétiques et les Cubains, marque le pas depuis ces dernières semaines.

C'est ainsi qu'une offensive lancée contre la ville de Keren s'est soldée par un lamentable échec. Les troupes du Front populaire de libération de l'Erythrée, soutenues par la population, après avoir stoppé et repoussé une grande offensive, le 14 août, ont lancé de vastes opérations de guerrilla contre les arrières de l'ennemi.

Le Front populaire de libération de l'Erythrée a, d'autre part, réaffirmé que les seuls rapports concevables entre l'Erythrée et l'Éthiopie étaient des rapports d'États indépendants.

Le parti vietnamien ne soutient plus les communistes thaïlandais

Une déclaration commune entre la Thaïlande et le Vietnam réaffirmant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun des deux pays, quoi de plus normal en apparence ?

Pourtant il y a un os ! En effet, interrogé au cours d'une conférence de presse pour savoir si cela signifiait aussi que le peuple et le parti vietnamien refuseraient leur soutien aux guérilleros thaïlandais, Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam, a répondu : « Je voudrais souligner avec net-

teté que cela est le cas. » Ainsi, le Parti des travailleurs du Vietnam affirme sans ambiguïté qu'il ne soutient plus le Parti communiste de Thaïlande qui dirige la lutte armée depuis 13 ans. Les dirigeants vietnamiens en ont donc fini avec l'internationalisme prolétarien.

Rappelons que la Chine, pour sa part, si elle tient toujours à réaffirmer son adhésion au principe de non-ingérence entre deux pays, n'en soutient pas moins activement le Parti communiste de Thaïlande et la lutte armée popula-

L'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

DANS L'ACTUALITE

La politique de l'emploi

CRS contre licenciés

Hier après-midi, de violents affrontements ont eu lieu entre les travailleurs d'Élastel-Tissel (fabrication de bandes en caoutchouc élastique) et les CRS, devant la préfecture. Les travailleurs de l'entreprise étaient venus en manifestation accompagner une délégation qui devait rencontrer le préfet et le ministre de l'Industrie et de l'Artisanat, Barrot, député du Puy-de-Dôme. En effet 80 licen-

ciements ont été annoncés (20 pré-retraites) le 18 août, et confirmés à la rentrée.

Hier, les 380 travailleurs d'Élastel-Tissel, ont mis en place des piquets de grève dès 5 h du matin et décidé la manifestation.

A 15 h, à la sortie de la délégation qui confirme les 80 licenciements, les travailleurs bloquent les portes de la préfecture et réclament Barrot pour dis-

cuter. Vers 15 h 50, cinquante CRS, puis cinq cars de 200 CRS chargent très violemment les manifestations. On relève quatre blessés, dont une jeune femme frappée à la tête et deux interpellations toujours en garde à vue hier soir.

Ces affrontements montrent la grande combativité des travailleurs du Puy qui s'était déjà manifestée depuis plusieurs mois à la

suite des 400 licenciements des Tanneries françaises réunies.

Ils montrent aussi la violence de la répression que le gouvernement Giscard-Barre met en place au moment où il parle « d'ouverture » et où il installe le « débat démocratique » au sommet, le droit de réponse à la télévision ! Au même moment, il envoie les CRS contre les travailleurs.

Au Puy, c'est autour des Tanneries que s'est développée la lutte contre les licenciements : de plan en plan, les effectifs de cette usine, la plus importante de la ville, sont tombés de 2 000 en 1974 à moins de 1 000 avant l'été et moins de 500 si s'applique le dernier plan de restructuration. Pour une ville comme le Puy qui compte 29 000 habitants, c'est un coup très dur auquel toute la population a réagi avec vigueur. Il y a eu des manifestations regroupant jusqu'à 10 000 personnes, des journées ville-morte, des interventions lors d'inaugurations, de foire, de conseils régionaux, à la Direction départementale de la main-d'œuvre. Plus de 10 000 personnes ont visité les Tanneries lors de journées « portes-ouvertes » en mai dernier. Le tocsin a sonné à plusieurs reprises à la

cathédrale de la ville.

A toutes ces occasions, s'est soudée l'unité de la classe ouvrière locale dont les travailleurs de chez Élastel (la deuxième boîte de la ville) sont une part importante).

Lors de sa visite au Puy, l'an dernier, Barre avait échappé aux questions « brûlantes » des travailleurs en passant par une fenêtre et sous la protection de la police. Les autorités avaient alors fait expulser plusieurs immigrés.

Les choses en sont au point que le préfet du Puy couvre le moindre événement de la protection de dizaines de CRS et Barrot, lui-même, secoué plusieurs fois n'est pas comme un poisson dans l'eau dans sa région, c'est le moins qu'on puisse dire.

Voyage en Ethiopie de Fidel Castro

Cuba s'est découvert une nouvelle vocation : diviser

Fidel Castro a quitté Cuba pour Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie. Par ailleurs, des réfugiés érythréens affirment que 2 000 soldats cubains (dont des pilotes) et des conseillers soviétiques participent directement à l'offensive éthiopienne contre l'Érythrée.

Cette confirmation de la présence de soldats cubains en Afrique montre que, malgré quelques réticences, Cuba doit finalement servir les intérêts de son maître : l'URSS qui, elle, est bien décidée à mettre la main sur cette région stratégique.

NE PAS RESTER SUR L'ÉCHEC DE BELGRADE

D'autre part, Fidel Castro doit participer à une

La délégation des communistes marxistes-léninistes conduite par Jacques Jurquet est au Kampuchéa

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par notre camarade Jacques Jurquet est acutellement en visite à Phnom Penh. Elle a été reçue par Ieng Sarry, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kampuchéa.

conférence arabo-africaine à Addis-Abeba. L'objectif de Cuba est d'en prendre la tête et de la transformer en noyau pro-soviétique en Afrique.

En effet, lors de la dernière conférence ministérielle des non-alignés, Cuba et le Vietnam ont échoué dans leur tentative de diviser la conférence en deux camps : les « progressistes » (c'est-à-dire ceux qui se sou-

mettent au diktat de Moscou) et les « réactionnaires » (c'est-à-dire ceux qui refusent ce diktat). Mais Cuba ne veut pas rester sur cet échec. Et ce qu'il n'a pas atteint hier à Belgrade, il va essayer de l'obtenir aujourd'hui à Addis-Abeba. Son rêve : un « mouvement non-aligné », aligné sur Moscou !

La présence de trois hauts fonctionnaires russes

à Addis-Abeba en même temps que Castro n'est pas une simple coïncidence.

LA SOMALIE MET EN GARDE

La Somalie, pour sa part, qui a dénoncé le social-impérialisme russe et a chassé les conseillers soviétiques de son pays, a exhorté les participants à la conférence à ne pas se laisser prendre « aux machinations de ceux dont le seul but est de renforcer leurs intérêts égoïstes et qui veulent détruire, à leur profit et pour le seul bénéfice de leur propagande, les délibérations de cette assemblée ».

Claude LIRIA

Iran, le peuple enterre ses morts



Le peuple iranien ne peut même plus enterrer ses morts en criant sa colère et sa douleur (comme nous le voyons ci-dessus). En effet, le Shah vient de décider que même les cimetières seraient quadrillés par l'armée. Malgré les arrestations (80 opposants arrêtés), la résistance se manifeste d'une façon ou d'une autre. C'est ainsi que de nombreuses petites boutiques et le Bazar sont fermés en signe de deuil.

Remaniement ministériel

Giscard, l'Europe et les femmes

Il y aurait, selon le gouvernement, deux types de remaniement ministériel : des remaniements politiques et des remaniements techniques. Le remaniement intervenu lundi appartiendrait à cette seconde catégorie. En fait, il n'existe pas de remaniement purement technique : les trois changements constatés en ce début de semaine, marquent une confirmation de la politique giscardienne sur l'Europe et le souci présidentiel de paraître s'intéresser à la condition des femmes.

Le remaniement de lundi, c'est l'arrivée de Pierre Bernard-Reymond pour les affaires européennes et de Monique Pelletier à la tête d'un « vrai ministère » de la Condition féminine.

L'EUROPE

Pierre Bernard-Reymond qui vient d'être nommé secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères est député centriste (CDS) des Hautes-Alpes. Il sera chargé de dossier européen.

Bernard-Reymond sera un peu le « Monsieur élections européennes » du gouvernement, alors que s'annonce une année européenne : la France devra assurer, le 1er janvier, la présidence de la Communauté européenne, confiée à tour de rôle aux pays membres. Il y a aussi cette ébauche d'un système monétaire européen qui a fait beaucoup parler. Il y aura surtout, en 1979, l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne qui va être un thème central dans la vie politique de notre pays.

Centriste et giscardien, Bernard-Reymond est un européen convaincu. Sa nomination correspond donc à une confirmation de la politique européenne du gouvernement Giscard.

A la nomination de ce giscardien correspond, sans doute par souci d'équilibre politique au sein de la majorité, la nomination d'un gaulliste, Jean-Paul Mourot, au secrétariat d'État auprès du Garde des Sceaux, à la place de Monique Pelletier, qui quitte ce poste pour diriger un ministère de la Condition féminine.

LES FEMMES

Les femmes sont, aux yeux du gouvernement, à la

fois « un problème social » et « une masse électorale importante ». Le fait de revendiquer depuis plusieurs années, avec détermination, la reconnaissance d'un certain nombre de droits fondamentaux dont elles sont privées et le fait qu'il y ait plus d'électrices que d'électeurs dans notre pays, ont valu aux femmes « l'intérêt » du gouvernement Giscard.

Après la création d'un secrétariat d'État, après la nomination d'une déléguée à la Condition féminine, la gouvernement Giscard vient de créer un « vrai ministère » de la femme, confié à Monique Pelletier.

Monique Pelletier est, elle aussi, giscardienne, membre du Parti républicain. Elle a déjà occupé plusieurs postes dans les ministères de Barre-Giscard : secrétaire d'État auprès du Garde des Sceaux (justice), mission officielle d'information sur la drogue, membre de la commission « Vie sociale » du VIIe plan.

Il y aura ainsi trois femmes-ministres (ce dont se vante le gouvernement) : Simone Veil et Alice Saulnier-Seité, plus maintenant Monique Pelletier. Ce fait, pas plus que la constitution d'un vrai ministère à la Condition féminine, ne semble de nature à améliorer la situation de la femme dans notre société.

On peut se baser pour affirmer cela sur deux constatations : le problème de la femme est indissociable de celui de toute la société qui, avec le gouvernement Giscard-Barre, n'apporte à ce jour que chômage et hausse du coût de la vie, ensuite, les institutions ministérielles précédentes n'ont pas empêché le chômage des femmes d'augmenter.

Les trois échecs de la condition féminine

Avant Monique Pelletier, chargée depuis lundi de la Condition féminine, il y avait eu trois femmes au gouvernement Giscard. Ce fut trois nominations pour la frime, sans aucun résultat positif.

16 juillet 1974 : Françoise Giroud, secrétaire d'État à la Condition féminine.

15 septembre 1976 : Nicole Pasquier, déléguée à la même Condition féminine.

8 février 1978 : Jacqueline Nonon succède à Nicole Pasquier. Elle démissionne cinq mois plus tard en avouant qu'elle ne peut assurer la mission que lui a confiée Giscard, dans la mesure où on ne lui en a pas donné les moyens.

POLITIQUE ET SOCIAL

Les racines du chômage

Le nombre des travailleurs réduits au chômage ne cesse de croître. Aux luttes des ouvriers contre les licenciements, les capitalistes répondent de plus en plus souvent par les matraquages des CRS. Les événements du Puy n'en sont que l'exemple le plus récent.

En même temps, des mesures sont soi-disant prises ou proposées pour enrayer le chômage.

LES FAITS SONT LA

Ainsi Ceyrac, le patron des patrons dit : « l'investissement dicte la création d'entreprises et par conséquent d'emplois. »

Autrement dit, que les capitalistes investissent, construisent des usines, etc. ça donnera du travail aux ouvriers !

Les faits sont là :

L'usine sidérurgique de Neuve-Maisons : 600 millions de francs investis, nombre d'emplois créés : zéro. L'usine n'a même pas ouvert !

Autre exemple, les licen-

ciements dans Néogravure : deux ans après la modernisation, c'est-à-dire après l'investissement de capitaux dans du nouveau matériel, de nouvelles rotatives, etc...

La réalité montre bien que les investissements ne sont pas ça qui enrayera le chômage.

UN CURIEUX INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

A côté de cela, une des propositions du PCF, c'est de « Fabriquer français ». Par exemple, selon eux, « Éternit » entreprise où aussi des licenciements sont prévus, a des filiales en Grèce et en Tunisie.

Que cette entreprise rapatrie ses succursales, ça donnera du travail pour les ouvriers français, tel est le raisonnement des dirigeants du PCF.

On se rappelle aussi qu'une des solutions qu'ils proposaient pour lutter contre les licenciements dans le livre, c'était le rapatriement des travaux effectués à l'étranger.

D'abord, il faut bien remarquer que si on rentre dans cette logique, cela revient à dire qu'il faut retirer du travail aux ouvriers des autres pays pour que les travailleurs de France puissent vivre. Curieux internationalisme prolétarien ! Sans parler qu'il doit valoir sans doute mieux être exploité par un patron français qu'étranger !

Mais voyons les faits : Willot reprend Boussac et, bien sûr, va licencier des ouvriers. Pourtant il fabriquait totalement français !

Vouloir faire croire que si les capitalistes français faisaient faire tous leurs travaux en France cela enrayerait le chômage, c'est tromper les travailleurs.

La racine du chômage, c'est la concurrence des entreprises capitalistes entre elles, c'est le système capitaliste. Ce qui sert de boussole aux patrons, ce n'est pas de mettre le pays en valeur pour satisfaire les besoins des travailleurs, c'est de faire des superprofits. Cela est indépendant de la volonté individuelle de tel ou tel capitaliste, c'est une loi du système.

Les boîtes se livrent entre elles une concurrence acharnée, les petites sont

absorbées par de plus grosses, résultat : des licenciements, le chômage pour un nombre toujours plus élevé de travailleurs.

De la même façon, comment les capitalistes renonceraient-ils à ne plus acheter à l'étranger des machines et des produits qui leur reviennent moins cher qu'en France ?

Et quand bien même ils le feraient, vu la concurrence sur le marché mondial, ils ne pourraient pas les écouler.

De la même façon, Éternit fait faire une partie de ses marchandises à l'étranger car, pour elle, les profits sont plus élevés et elle se

trouve mieux placée dans la concurrence.

Que ce soit les « investissements » de Ceyrac, ou le « fabriquer français » des dirigeants du PCF, tout ça a le même effet qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Tout le baratin de ces messieurs a un seul but : masquer que la racine du chômage, c'est la concurrence des entreprises entre elles, c'est le système capitaliste.

Le langage de Ceyrac est bien le langage de ceux qui n'ont qu'un seul but : faire fructifier l'argent, le capital.

Et si le PC cherche à masquer cette réalité, que le

système capitaliste est la cause du chômage, c'est qu'il a pour projet de gérer ce système et non de l'abattre, de l'aménager et non de le combattre !

Pour ce qui nous concerne, notre politique n'est pas une politique de rechange pour gérer autrement les affaires capitalistes.

Notre politique est une politique de combat que traduisent nos mots d'ordre, revendications immédiates sur lesquelles notre souci est d'unifier la classe ouvrière sur une juste position de classe.

René BRÉAND

Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière



La brochure « Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière », écrite par André Druennes, expose véritablement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste.

En voici quelques passages concernant l'emploi :

« Transport gratuit pour les chômeurs, électricité et gaz gratuits, pas d'impôts pour les chômeurs ! »
« Un point très important doit rester votre attention. C'est de toujours voir les luttes économiques avec les luttes politiques comme l'indique la Conférence nationale ouvrière du PCML de 1976. »
« Enfin, du point de vue tactique, nous devons en toutes circonstances »

« Attacher les luttes revendicatives aux luttes politiques, qu'elles soient en cours ou stratégiques. A ce sujet, Lénine indique que "la tâche du socialisme est de contribuer à la lutte économique et de la lutte politique dans une lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes" »

« 1) C'est la politique de la bourgeoisie capitaliste fondée sur la recherche du profit maximum qui a pour conséquence la crise. Or, le patronat et le gouvernement s'efforcent de faire supporter les effets néfastes de cette crise aux ouvriers et non aux capitalistes. En ce sens, les licenciements sont une manifestation effective de la politique en cours du patronat bourgeois en place. »

« 2) Le chômage est un produit direct et indissociable du système capitaliste. Il existe aussi longtemps que le capitalisme. Il ne disparaîtra qu'avec la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat. »

**Ils ferment nos usines
Ils investissent à l'étranger**
FABRIQUONS FRANÇAIS
Parti communiste français

Pierre Juquin (à gauche) quitte le plateau de « Question de temps ».

Centre de tri de St-Ouen-l'Aumône (Seine-St-Denis)

D'habitude on évitait d'ébruiter ces affaires

Rappelons les faits. Après qu'un employé ait été pris en flagrant délit de vol d'une enveloppe contenant une petite somme d'argent et d'un colis de bijoux de faible valeur, la direction du centre faisait appel à la police, vendredi dernier. Sur commission rogatoire du tribunal de Pontoise, une quinzaine de policiers pénétraient dans le centre de tri et fouillaient les vestiaires des cinq cents postiers. Trois d'entre eux étaient embarqués au commissariat puis relâchés le lendemain sans qu'aucune poursuite ne soit engagée contre eux. Le personnel du centre ripostait par une grève de 24 heures pour protester contre l'intrusion des flics dans le centre.

Habituellement, dans une affaire de vol, la direction engage une procédure administrative et évite de mettre la police sur l'affaire. Tout au plus, porte-t-elle plainte pour se couvrir. Elle évite aussi soigneusement d'ébruiter l'affaire. Réputation du service oblige ! Elle a cette fois changé son fusil d'épaule.

Alors que tout ne va pas pour le mieux dans l'acheminement du courrier en raison du manque de personnel, voilà une occasion pour désigner, aux yeux des usagers, les postiers comme responsables des difficultés, d'autant que se préparent, dans ce secteur, des transformations dont postiers et usagers seront les victimes.

Débat télévisé sur l'emploi

On n'est pas plus avancé

Hier soir, se déroulait sur A2 le troisième volet du débat sur les mesures annoncées par Boulin pour l'emploi.

Une discussion devait confronter Boulin, le ministre, RPR, à Pons, député RPR, Chinaud, député PR, Estier, socialiste, et Juquin, communiste.

Après une déclaration préalable, Juquin se retire car le PCF avait proposé, pour ce débat, Rolande Perlican, candidate aux élections partielles du XIVe arrondissement.

La direction d'A2 a refusé au nom d'un « équilibre à respecter entre les candidats ».

Juquin aurait sans doute fait de même et serait sorti en claquant la porte si les autres partis présents avaient fait parler des candi-

dates : on cultive, en ce moment, du côté du PCF, l'image du parti, victime constante des brimades du pouvoir, et dont les chefs ne font aucun compromis... en paroles et à la télévision. C'est peut-être pour compenser une certaine visite à l'Élysée et redorer un blason un peu terni !

Le débat qui a suivi entre Boulin et les députés PR, RPR et PS n'a pas apporté de nouveau par rapport aux déclarations déjà faites sur l'emploi. Chacun défend « sa solution » sans que rien de concret ne ressorte.

Le ministre a joué l'arbitre et développa, une fois de plus, les justifications de ses mesures sur l'emploi, autrement dit l'augmentation du chômage.



Un curieux internationalisme prolétarien

Ce genre de débat est bien un moyen de plus que se donne le gouvernement pour convaincre que sa politique, si elle n'est pas la plus populaire, est la seule qui corresponde à la situation.

Ce fut certainement l'impression des travailleurs qui ont regardé ce débat que tout est fait pour les convaincre, qu'il n'y a rien à faire !

Ce qui est certain, c'est qu'ils ne doivent, en matière d'emploi, compter que sur leurs luttes et non sur les discours, mesures ou propositions de tous ces politiciens.

POLITIQUE ET SOCIAL

La télématique c'est l'avenir dit Nora c'est le chômage disent les travailleurs

Nous avons parlé de télématique dans notre édition du samedi 9 septembre et du dimanche 10 septembre. Derrière ce mot barbare se cache une dure réalité, celle du chômage pour des centaines de milliers de travailleurs.

Avec le développement de la crise économique, la bourgeoisie cherche un tas de moyens pour tenter de limiter ses effets. Il s'agit de rendre l'appareil de production plus rentable.

30 % du personnel.

« De fait, depuis un ou deux ans, les banques ont réduit considérablement leur embauche, alors que, précédemment, elles accroissaient leur personnel de 5 à 10 % chaque année ».

LE RAPPORT NORA

Dans une lettre datée du 20 décembre 1976, Giscard d'Estaing demandait à Simon Nora, inspecteur général des finances, de lui faire un rapport sur les possibilités d'utiliser l'informatique sur une grande échelle. Simon Nora lui répondait dans une lettre datée du 20 janvier 1978 et lui remettait son rapport : « le rapport Nora ».

LA TÉLÉMATIQUE

Dans son rapport, Simon Nora dit que l'informatique jouera un rôle de plus en plus important dans la vie économique et que la France — les capitalistes — doit prendre le mors aux dents dans ce secteur.

En France, le réseau informatique est très peu développé tandis que le réseau télécommunications l'est bien davantage. Donc, le réseau télécommunications doit servir de support à la transmission de données informatiques, d'où (par contraction) le nom de télématique.

Pour lui, la mise en place de la télématique nécessite de regrouper la DGT* (Direction générale des télécommunications), TDF (Télédiffusion de France) et le CNES (Centre national d'études spatiales).

LA TÉLÉMATIQUE ET L'EMPLOI

Il est bien évident qu'à partir du moment où un tel procédé entre en application, cela a des répercussions dans des secteurs qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre, chargée des classements de fiches et d'autres activités de bureau (qui sont des activités non-rentables).

TÉLÉMATIQUE ET BANQUES

« Dans les banques, l'installation de nouveaux systèmes informatiques permettrait des économies d'emploi qui pourraient représenter, sur dix ans, jusqu'à

Il s'agit donc de rentabiliser au maximum ce secteur en éliminant systématiquement certains postes comme les « perforatrices » ou en améliorant les procédures comptables.

« Dans les assurances, le phénomène est encore plus pressant. Les économies d'emplois, désormais possibles sur une décennie, sont d'environ 30 % ».

TÉLÉMATIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE

« Pour la Sécurité sociale, le mouvement ne sera pas aussi rapide », mais « la nécessité de limiter les coûts y poussera... Les économies d'emplois rendues plausibles par la télématique interviendront ».

TÉLÉMATIQUE ET POSTE

« Pour la poste, la contraction prévisible des effectifs résulte d'un autre type de concurrence ». On peut parler ici de la répercussion de l'utilisation de l'informatique dans le livre (la presse). « Dans une première période, les postes verront s'effiloche le trafic interne aux administrations et aux entreprises qui représentent 60 % du courrier actuel ». Ces entreprises utiliseront les télécommunications sur une grande échelle, ceci servant de lien au réseau informatique. Ceci n'est pas planifiable « mais la substitution des services de télécommunications aux services postaux et ses effets sur l'emploi apparaissent inéluctables ».

TÉLÉMATIQUE ET SERVICES DE BUREAU

« L'informatisation des activités de bureau va peser sur les effectifs de cet énorme secteur, diffus dans l'ensemble de l'économie, que constituent les 800 000 secrétaires ».

Le rôle des secrétaires sera réduit à la surveillance. « Les effets sur l'emploi seront, à coup sûr, massifs, même si les caractéristiques de cette activité

économique rendent actuellement impossible une approche chiffrée ».

TÉLÉMATIQUE ET PRODUCTION INDUSTRIELLE

« L'automatisation croissante des entreprises industrielles conduit la plupart de leurs responsables à affirmer que leur croissance se fera dans les prochaines années à effectif constant, voire légèrement décroissant, sauf à voir la demande s'élever à un rythme inhabituel ».

Il conclut qu'« une telle hypothèse apparaît lourde de conséquences : elle signifie que les seuls emplois industriels désormais créés seront le fait des petites



et moyennes industries ».

QUELQUES CONCLUSIONS

L'introduction de l'informatique à grande échelle conduirait à « l'économie » de près d'un million de personnes sur dix ans. Le chômage sera très important, de l'ordre de 1 500 000 personnes.

La mise en place de l'informatique qui devrait soulager les travailleurs n'est conçue — comme tout progrès technique en régime capitaliste — que

comme un moyen de rentabiliser.

La concurrence sera très vive entre les monopoles de l'informatique, IBM (trust américain) est hégémonique dans ce secteur, mais l'hégémonie pousse le gouvernement capitaliste à avoir un secteur informatique nationalisé et à limiter la vente des ordinateurs américains, mais cela n'exclut pas le fait que c'est un vaste marché qui s'ouvre et la CGE (Compagnie générale d'électricité) avec sa filiale CIT (Compagnie industrielle de télécommunications) et sa participation

à CII-Honeywell-Bull (ordinateurs) est bien placée ainsi que la Thomson-CSF.

Pour les travailleurs touchés par la mise en place de la télématique, cela nécessite de se coordonner pour faire échec aux licenciements et au chômage.

Yves LEPIC

* Dans une prochaine édition, nous parlerons de l'avenir des Postes et Télécommunications. Toutes les citations sont extraites du « Rapport Nora », sorti en livre : « L'informatisation de la société » par Simon Nora et Alain Minc, à la Documentation française (Collection Politique) — 10 F.

Quelques lignes révélatrices du Journal officiel



Parions que la Ville de Paris n'aura pas besoin de faire appel aux CRS pour négocier l'acceptation de 100 millions par la société d'éditions.

Le bureau d'Aide social de la mairie de Paris vient de verser une somme d'un million de francs (nouveaux, bien sûr) à une société d'édition parisienne qui en est locataire et dont il veut occuper les locaux. Voilà ce qu'on peut apprendre en lisant la question écrite No 5794 dans le journal officiel.

Nos lecteurs ont bien compris. En guise « d'indemnité d'éviction », dans le cadre d'une entente à

l'amiable avec cette société d'édition, la mairie de Paris lui offre un véritable cadeau royal. Cette somme dépasse d'ailleurs, est-il précisé, le total des loyers touchés par le bureau d'Aide sociale depuis le début du siècle soit soixante quinze ans.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

Ces cent millions de centimes viennent bien en-

tendu de la poche des contribuables et l'on sait que peu avant l'été, la Ville de Paris a augmenté de 17 % les impôts locaux déjà fort lourds que les Parisiens lui payent.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

C'est d'une toute autre manière que la Ville de Paris se conduit à l'égard des simples locataires. Rappelons qu'elle est notamment

renommée, parmi bien d'autres villes en France, il faut le dire, pour le nombre d'expulsions auxquelles elle se livre.

AUTRE USAGE DES IMPOTS

D'ailleurs, c'est à faciliter les expulsions que vont servir, on peut l'affirmer, une part des impôts supplémentaires. 142 millions de francs ont en effet été attribués à l'augmentation des effectifs policiers de la capitale. Pour procéder aux expulsions malgré l'organisation et la lutte des locataires, la Ville de Paris est de plus en plus souvent amenée, comme dans le quartier du Marais, à mettre en place un dispositif policier important : déménageurs musclés, camions de déménagement protégés par des cars de CRS, quartier complètement bouclé.

CONCLUSION

La boucle est bouclée. Ces quelques lignes parues dans le journal officiel sont révélatrices du scandale permanent que constitue le capitalisme. Les lourds impôts, l'exploitation et la répression policière réservée aux travailleurs n'ont d'égal que les profits et les cadeaux qu'empochent les patrons et autres sociétés capitalistes.



Ecole maternelle : une vraie école ?

Le 15 septembre, des milliers d'enfants prendront le chemin de l'école. Pour certains d'entre eux, ce sera la première fois. Ils entrent à l'école maternelle.

Est-ce que l'école maternelle fait partie de l'enseignement ? Comment l'Éducation nationale prépare-t-elle les enfants au primaire ? Comment les parents vivent-ils l'école maternelle ? Voici quelques questions auxquelles deux institutrices de Brétigny-sur-Orge (91) essaient de répondre.

Les parents se désintéressent plus ou moins de l'école maternelle ; ils ont l'impression que les enfants s'y amusent et que l'enseignement donné n'est pas sérieux. Nous voyons très rarement les parents, il faut dire qu'ils n'ont guère le temps. Beaucoup travaillent en 3X8. Quand ils viennent chercher leurs enfants, ils n'ont ni le temps, ni le goût de discuter. Les pères sont plus absents que les mères de l'école.

Nous savons que cet état de fait n'est pas dû « à la démission des parents », mais à leurs conditions de vie particulièrement pénibles.

LA MATERNELLE EST-ELLE UNE GARDERIE ?

Le nombre d'élèves par classe illustre bien que l'école maternelle n'est pas prise au sérieux. Le minimum est de trente-cinq enfants par classe, ce qui transforme plus ou moins la maternelle en garderie. Notre revendication est d'avoir vingt-cinq enfants seulement par classe. Souvent, on roule avec quarante, voire plus. L'Éducation nationale exige 36 élèves au moins pour ouvrir une classe de maternelle, en revanche, si une classe ne compte pas 35 élèves, elle ferme. C'est ainsi que des classes ouvrant le 15 septembre ferment le 30 septembre.

Qu'il n'y ait pas de programme précis en maternelle accreditée l'idée que c'est une garderie.

Certes, il existe de longs textes dans lesquels le mi-

nistre parle de « pédagogie par objectifs » — (qu'est-ce à dire ?). Ces textes sont progressistes en paroles, ils servent surtout à donner bonne conscience au gouvernement. En fait, tout repose sur les épaules de l'enseignante.

Dans certains cas, les mêmes jeux sont constamment proposés aux enfants, d'autres auront plus de

chance, ils pourront faire du chant, de l'expression corporelle. Mais il ne faut surtout pas que les enfants deviennent autonomes, qu'ils réalisent leurs projets. C'est fortement déconseillé par l'Inspection académique !

PROJET HABY ET SÉLECTION

La réforme Haby prévoit, pour la grande classe maternelle « une liaison maternelle-cours préparatoire », où les enfants commencent l'apprentissage de la lecture. Ce projet fait fi des conditions spécifiques des enfants.

Pour qu'un élève ait envie de lire, il doit être motivé. Si son entourage familial lit, il en aura envie. Il doit savoir distinguer sa droite de sa gauche, se si-

tuer dans l'espace. Or, tous les enfants de la maternelle n'ont pas acquis ces connaissances.

Un enfant, dont les parents sont séparés, aura d'autres soucis que celui d'apprendre à lire. Le problème est encore plus aigu pour les enfants immigrés. Comment auraient-ils envie de lire une langue qu'ils ne parlent pas ?

Cette décision d'enseigner la lecture le plus tôt possible renforce la sélection dès la maternelle. Les institutrices qui ne veulent pas enseigner la lecture en maternelle se font souvent taper sur les doigts par leurs supérieurs.

L'INSTITUTEUR EST ISOLÉ

L'instituteur est isolé, il faudrait qu'il travaille en

équipe avec les autres enseignants, avec les parents et les femmes de service.

Bien sûr, il existe « les conseils d'école » — innovation d'Haby. Ils regroupent les fédérations des parents d'élèves, les enseignants, la directrice, l'inspecteur, etc., mais il est interdit à ces conseils de parler de pédagogie. Par contre, ils ont toute licence pour s'entretenir de la peinture des murs et du papier des WC !

Comme on le remarque, les agents de service — les femmes de ménage — n'ont pas accès à ce conseil. Et pourtant, elles jouent un rôle important dans l'école. Leur statut dépend de la municipalité qui les embauche. Elles font aussi bien le ménage que la classe à la place de la directrice, et bien sûr, elles torchent les enfants. Leur travail est déconsidéré aux yeux de tout le monde (directrice, enseignantes, parents d'élèves).

En maternelle, l'argent des parents est aussi très sollicité. Chaque année, ils donnent 25 F environ à la coopérative pour que leurs enfants réalisent des travaux manuels. A l'exposition de Noël et à celle de fin d'année, ils achètent de nouveau l'objet de leur enfant. La corde sensible joue. Comment refuser à son enfant le travail qu'il a fait ? Certaines institutrices n'imposent pas de prix, mais d'autres jouent pleinement le jeu.

C'est comme cela que la pénurie organisée par le gouvernement conduit à transformer les élèves en collecteurs de fonds. Il faut bien que l'école vive. Quant aux subventions municipales, elles sont d'un montant très variable : de 50 à 100 F par élève et par an.

Finalement, c'est au ministère même que l'enseignement en maternelle est remis en cause. Cette remise en cause c'est d'abord celle créée par le manque d'effectifs. Les classes surchar-

C'est debout qu'on hurle

.. Dix-huit heures du soir
Et je n'en peux plus,
Harassée, fatiguée
D'avoir été debout
Piétée, assise
Courbée, debout
A quatre pattes
Dans l'arène des écoles
maternelles.

Dix-huit heures du soir
Ils m'ont brisée, énervée
Ils m'ont brûlé le moral
La santé, à petit feu
C'est pas de leur faute,
bien sûr,
C'est pas de leur faute,
je sais,
Mais j'vois pas plus loin
A cette heure-ci.

Dix-huit heures du soir
Je tombe sur le lit
J'essaie de m'accrocher...

Mon nom est institutrice
Et des conditions de travail
De plus en plus pénibles.

Des mômes, j'en ai par
Dessus la tête ;

Des mômes, j'en ai une
quarantaine d'inscrits
Des mômes, mes collègues
en ont cinquante
d'inscrits

Des mômes de deux ou
trois ans

Qui ne savent pas tous
parler

Et toute la journée, on
est seule

Et pas soutenue...

D'après un poème
de Denis Delforge

gées, l'absence de programme et de moyens.

Mais en plus, cela fait bel et bien partie des conceptions officielles de réduire la maternelle à une garde d'enfants.

Témoignage recueilli
par Nathalie VILLOTIERS

En Dordogne

Des manoeuvres militaires pour ... 9% des réservistes

Durant six jours à partir du 7 septembre se sont déroulées en Dordogne des manoeuvres de mobilisation de l'armée de terre. Appelées « Sarigue » ces manoeuvres avaient ceci de nouveau qu'un grand nombre de réservistes y participaient (environ 4 000 et c'est la première fois qu'il vont en manoeuvre depuis 1939). Mais seul 9% des réservistes peuvent participer à ces manoeuvres.

Le but de ces manoeuvres était de tester le nouveau plan de mobilisation de l'armée de terre. Ce plan prévoit de renforcer en cas de guerre les quinze divisions (*) d'active qui constituent l'armée de terre permanente, par quatorze divisions de réserve. Les quatorze unités de réserve seront principalement chargées de protéger les « points sensibles » du pays et de détruire des

commandos ennemis infiltrés, parachutés ou débarqués.

Ce plan aura pour effet de porter l'effectif des forces terrestres de 300 000 à 600 000 en cas de conflit.

NOUVEAU PLAN DE MOBILISATION

Les manoeuvres qui ont lieu dans la région de Sarlat en Dordogne constituent donc les premières

depuis que le nouveau plan de mobilisation a été mis en place. Une seule division de réserve, la 15^e division d'infanterie y participait. Les réservistes convoqués résidaient dans la région où cette division est basée. Il est prévu en 1979 que deux divisions de réserve participent à de telles manoeuvres et trois à partir de 1980.

La participation d'un grand nombre de réservistes à des manoeuvres, à première vue, semble aller dans le sens du maintien d'une instruction militaire et d'un entraînement au combat pour des milliers d'hommes en dehors du service militaire, ce à quoi nous sommes favorables.

Cependant le plan de mobilisation en question nous fait poser un certain

nombre de questions.

En cas de guerre en effet, seulement 2% de la population active seront mobilisés (en 1940, cette proportion était de 25%). Ces 2% mobilisables représentent 9% des effectifs de la réserve. Cela veut dire que 91% de la réserve ne seraient pas en principe mobilisés en cas de guerre, et en tous cas ne pourraient participer aux manoeuvres.

LE PEUPLE EXCLU

En fonction de quels critères seront choisis des 9% de réservistes ?

L'armée répond : en fonction de leurs capacités techniques et aussi en fonction de leurs motivations. Derrière cette notion vague de motivation,

se cache sans aucun doute une discrimination politique. Les gens politiquement suspects pour le pouvoir seront mis à l'écart des manoeuvres. Au-delà même des révolutionnaires c'est en fait le peuple qui est exclu de l'entraînement et de l'instruction militaires que permettent ces mobilisations. Cela est conforme à la politique du pouvoir visant à écarter les appels d'origine populaire de la formation militaire.

Les 9% sélectionnés pour les manoeuvres seront bien entendu des éléments sûrs pour le pouvoir, sur lesquels il pourra compter quand un jour l'armée aura à effectuer des tâches de répression et de maintien de l'ordre. Ce qui est en définitive sa principale mission.

Nantes

6ème semaine de grève à la SMAC-ACIEROIS

La SMAC, entreprise spécialisée dans l'étanchéité des bâtiments, compte plusieurs agences (en tout 5 600 ouvriers, chiffre d'affaires 1,25 milliard).

L'agence de Nantes (140 ouvriers en 1974) a perdu deux tiers de ses effectifs en trois ans. A plusieurs reprises, le patron a licencié pour raisons économiques alors que, de plus en plus, il utilise la main d'œuvre intérimaire et les tâcherons professionnels. En avril 1978,

l'inspecteur du travail a accepté huit nouveaux licenciements dont trois délégués syndicaux. En fait, pour les ouvriers, il s'agit de répression syndicale.

Début juillet, la section CGT de l'entreprise appelait à la grève - grève suivie à 80% - pour :

- La réintégration des huit licenciés ;
- Une revalorisation des salaires (pour compenser une baisse de 24% du pouvoir

d'achat, ce qui correspond à 750 F par mois pour un OQ3). Dès le début de la grève, la direction a proposé, à chaque licencié, de le réembaucher comme OS 3 alors qu'ils étaient OQ3).

Le travail continue à être fait en partie par les intérimaires et les ouvriers de la Ruberoïd. Le contact avec ces ouvriers est difficile car ils sont répartis sur de nombreux chantiers.

Le 7 septembre, les dé-

légués syndicaux rencontraient la direction nationale de la SMAC

Correspondant HR après une discussion avec les grévistes

Voilà une lutte intéressante sans aucun doute, ne serait-ce que par sa durée. Nous aimerions en savoir plus sur les difficultés que rencontrent les travailleurs, la solidarité, etc. Cela pourra faire l'objet d'un prochain courrier.

La mairie de Grenoble licencie un travailleur

Voici le cahier de revendications qu'ont présenté à la municipalité de Grenoble les sections CGT et CFDT des employés municipaux. Il comporte quatre parties essentielles :

- L'embauche : les sections syndicales réclament l'arrêt des embauches anarchiques de contractuels et d'auxiliaires. La mairie ne respecte pas le protocole d'accord signé il y a trois

mois avec les syndicats. La mairie embauche des auxiliaires sans qu'il y ait urgence de remplacement. Si les partis de gauche savent faire de belles déclarations sur la suppression de l'auxiliaire, là où ils ont le pouvoir, paroles et écrits s'envolent.

- Le contrôle médical : les travailleurs refusent l'instauration d'un contrôle des agents malades par un médecin payé par la municipi-

palité : à quand, comme à Caterpillar, Sécurex à la mairie ? Vu la manière dont la municipalité tient ses engagements, les travailleurs ne font pas grand cas des protestations de bonne foi du genre « C'est dans l'intérêt des agents municipaux »...

- Des garanties pour le personnel : dans le cadre de la création de l'association Hoche.

- Enfin, dernier point :

exigence de la réintégration à son poste d'un militant licencié, employé communal. Il a été licencié en raison de son activité syndicale, même si le maire prétexte maintenant des motifs professionnels ».

Aujourd'hui, la mairie propose un autre poste au militant licencié, mais refuse de lever la sanction et d'annuler les dossiers. Aussi, la lutte continue.

On le sait, Manufrance est en difficulté. En fait difficultés, significatives licenciements et perte d'avantages pour les ouvriers. J'étais curieuse de voir les propositions du PCF et je me suis donc arrêtée au stand.

On y présentait la production de l'entreprise. On y parlait de la participation des communistes à sa gestion. En effet, la municipalité de St-Étienne a pour mai-

A la fête de l'Humanité

re un membre du PCF (Sanguedolce) et la municipalité détient une part importante des actions.

Si les plans successifs mis en place par la bourgeoisie au pouvoir y étaient dénoncés, les efforts faits par les communistes pour - enfin - sauver l'entreprise

étaient par contre soulignés : pour ça, ils ont signé comme administrateurs un accord où tout le monde est d'accord - y compris le RPR - pour que les ouvriers se serrent la ceinture et acceptent les sacrifices !

Comme quoi, gérer l'entreprise et défendre ceux

qui y travaillent en système capitaliste, ce n'est pas possible.

Des communistes devraient savoir ça tout de même ! Pourtant ils ont l'air de trouver ça bien : c'est même ce qu'au PCF ils nous proposent pour « changer ». Une telle ligne n'est plus communiste, voilà ce que ça signifie !

Une lectrice

Raymond Poulidor, gérant de Manufrance, était présent, le week-end dernier, à la fête de l'Humanité. Ici, on le voit dans un atelier de montage en compagnie du PDG de Manufrance, M. Gadot-Clet.



CAPTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES

Radio Pékin



« Tout faire pour mener à bien l'œuvre de la radiodiffusion afin de servir le peuple chinois et les autres peuples du monde. » MAO TSE-TOUNG

19h30-20h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
20h30-21h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
21h30-22h30	45,7 m	42,5 m	6565 kc	7059 kc
22h30-23h30	42,7 m	42,4 m	7026 kc	7075 kc
		45,9 m		8536 kc

Abonnements communs au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge 150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung 300 F

Abonnement de six mois aux revues théoriques Front rouge et Proletariat 50 F

Note de l'administration

Il reste encore des numéros disponibles des bimensuels notamment ceux parus pendant les mois d'été.

D'autre part, les numéros du quotidien relatant le voyage en Chine des rédacteurs de l'Humanité rouge ont été regroupés en une série de vingt-trois numéros disponibles pour le prix de 10 F.

PASSEZ VOS COMMANDES.

POUR CORRESPONDRE AVEC LE JOURNAL FAITES LE 205 51 10

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité, S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Exclusif

Un ouvrier chinois, membre de l'Assemblée nationale vietnamienne, héros du travail, membre du Parti des travailleurs du Vietnam témoigne :

« J'ai été forcé de partir »

Comme nous l'avons annoncé, voici l'interview exclusive d'un ressortissant chinois du Vietnam. Ce qu'il nous confie ici, montre bien que les autorités vietnamiennes avaient entrepris leur politique de discrimination depuis déjà quelque temps et que c'est leur hostilité vis-à-vis de la Chine qui les guide dans cette politique.

Je suis ouvrier. Je travaillais à la Compagnie du charbon de la province de Kuangning, au nord du Vietnam. Cette province compte 800 000 habitants, dont 200 000 ressortissants chinois, en majorité des ouvriers et des paysans. Certains d'entre eux habitaient au Vietnam depuis quatre ou cinq générations.

UN PASSE HÉROÏQUE

En 1955, conformément à une directive du président Mao, les ressortissants chinois du Nord-Vietnam soutiennent activement la transformation socialiste engagée alors. Ils ont aussi pris une part active à la guerre de résistance contre l'agression américaine. Et bon nombre d'entre eux ont adhéré au Parti des travailleurs du Vietnam (parti communiste vietnamien). Pendant la guerre de résistance à l'agression américaine, beaucoup de jeunes ressortissants chinois se sont engagés volontairement dans l'armée vietnamienne. Mais après la Libération, les ressortissants chinois ont eu du mal à trouver un emploi.

En 1972, du fait du blocus américain contre certains ports vietnamiens, on manquait de céréales dans notre province. A cette époque, c'est la Chine qui envoyait des céréales. D'ailleurs beaucoup de ressortissants chinois ont participé au transport de ces céréales. Dans le temps, des ressortissants chinois avaient été promus à certains postes de direction : pré-

sident ou vice-président de tel organisme, même au niveau du Comité de parti de province.

CONTRAINTS DE DÉMISSIONNER DU PARTI

Mais à partir de 1973, les ressortissants chinois ont commencé à être évincés systématiquement. A partir de 1974, suivant une directive du Comité central du Parti des travailleurs du Vietnam (PTV), on a demandé aux ressortissants chinois, membres du Parti, de s'en retirer. On leur a dit de présenter eux-mêmes leur démission.

A partir de 1975, date de la Libération du Sud, le Comité central du PTV a ordonné de limiter la ration de céréales et d'autres produits qui devaient être attribués aux ressortissants chinois.

Les autorités vietnamiennes ont ensuite appliqué à l'égard des 200 000 ressortissants chinois de la province (pour la plupart paysans) une politique visant à les expulser. Pour faire ce travail, elles ont même fait venir des cadres vietnamiens d'autres régions. Elles ont mis en action les agents de la sécurité publique. Au mois de mars 1978, pour cette seule province, elles ont envoyé une troupe de 40 000 hommes, dans les endroits où habitent surtout des ressortissants chinois, et à la frontière vietnamo-chinoise. En avril, les agents de la sécurité publique disaient : — « Si vous ne rentrez pas

chez vous, on va vous envoyer à la guerre contre le Cambodge. »

Les soldats vietnamiens volent souvent nos épis de maïs, nos fruits, le soir, ils volent les poules ; ils essaient de semer le trouble et l'insécurité. Au mois de mai, ils viennent avec des camions confisquer les bœufs des paysans ; ils les chassent de leur maison pour les obliger à rentrer en Chine.

RATIONNÉS

Les ouvriers qui travaillent dans la zone minière ne sont pas traités de la même façon que les ouvriers vietnamiens : pour les ouvriers chinois, la ration de céréales comprend 80 % de farine noire et 20 % de riz en mauvais état. Au Vietnam, chaque famille doit avoir un carnet de rationnement pour obtenir des céréales. Avec ce carnet, les Vietnamiens peuvent acheter des céréales comme ils veulent. Mais les ressortissants chinois doivent avoir en plus un certificat des autorités locales.

Au mois de mars 1978, les agents de la sécurité publique du Vietnam, ont dit aux ressortissants chinois de la région minière :

— « Allez ! Retournez chez vous pour suivre votre président Houa ! Ne revenez plus chez nous ! »

DES DIRECTIVES VENUES D'EN HAUT

Toutes les activités menées à tous les échelons ont été dictées par la directive des autorités centrales vietnamiennes. Beaucoup de ressortissants chinois habitent au Vietnam depuis plusieurs générations : ils y ont donc un peu de terre, une maison. Comment laisser cela et repartir pour la patrie ? Beaucoup, dans ma province, sont retournés en Chine les mains vides : ils ont dû bénéficier d'un secours du gouvernement chinois pour l'habillement, les chaussures et toutes les choses de première nécessité.

Moi, je suis allé travailler dans la région minière à partir de 1955. A la lumière de la directive du président Mao, j'ai participé de toutes mes forces à l'édification du Vietnam. C'est pourquoi, en 1957, on m'a décerné le titre de « héros du travail ». J'ai été décoré de l'ordre de Ho Chi-minh successivement de première, deuxième et troisième classe : voilà les médailles. En 1964, j'ai été élu député à l'Assemblée nationale du Vietnam. J'y suis resté élu pour les troisième, quatrième et cinquième assemblées nationales. En 1960, j'ai adhéré au PTV. (Parti du travail du Vietnam.)

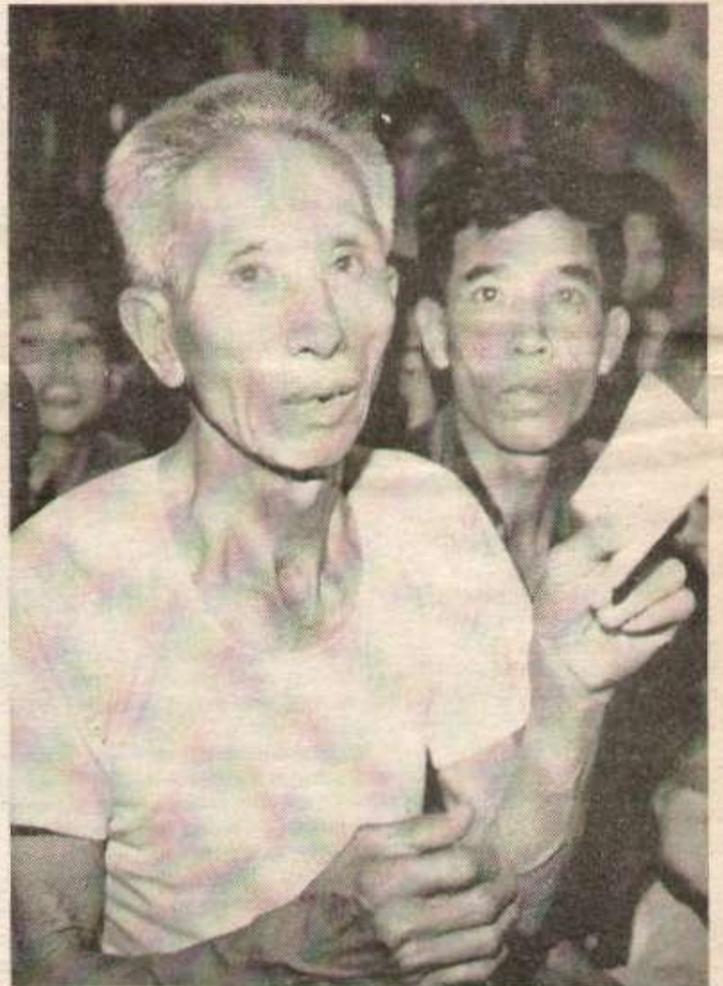
En avril 1978, les autorités vietnamiennes ont convoqué une réunion au niveau de la province pour dire aux cadres et délégués des ressortissants chinois : « La Chine exige que vous retourniez chez vous ; il faut que vous rédigiez une demande pour vous retirer du PTV. » Certains camarades ont accepté d'écrire cette demande, mais moi j'ai refusé. A partir du mois d'avril, les autorités vietnamiennes ont commencé à expulser les ouvriers travaillant

famille de ce problème délicat et j'ai décidé de retourner en Chine.

De peur d'être découvert par les autorités vietnamiennes, j'étais parti les mains vides. C'est le gouvernement chinois qui m'a fourni les objets de première nécessité.

DÉJÀ ANCIEN

La politique d'opposition à la Chine et de discrimination à l'égard des ressortissants chi-



Un vieux chinois expulsé du Vietnam accuse les autorités vietnamiennes de persécuter les Chinois. Il dit comment les autorités vietnamiennes rendent en mal ce que l'on a donné en bien. En effet, son fils était un combattant de l'armée du peuple du Vietnam et fut tué lors de la guerre de libération nationale.

nois ne date pas d'aujourd'hui. Dans la province où j'habitais, trois ressortissants chinois avaient été cités comme héros du travail, mais aucun n'avait fait de mission d'étude à l'étranger, alors que les héros du travail vietnamiens allaient en URSS, en Tchécoslovaquie, en Chine etc. pour voyager et étudier. Bien que je sois héros du travail, mon niveau d'études est seulement celui de la deuxième année de l'école primaire. Tout cela ne date pas d'aujourd'hui : déjà à partir de 1970, les enfants des ouvriers et des travailleurs de la mine de cette province ne pouvaient travailler à des postes qualifiés : conducteurs, chauffeurs, tourneurs etc.

(Demain, réponse à quelques questions.)

J'ai discuté avec ma



Un grand nombre de pêcheurs chinois, résidant dans la province de Quang-Ninh, au Vietnam, ont été expulsés par les autorités vietnamiennes. Actuellement, ils vivent sur leurs bateaux de pêche à Peihai, en Chine.